L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX No 72 RUE DE CHARTRES

VENDREDI MATIN, 30 MARS.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

WASHINGTON.

La Commission de la Louisiane.

Washington, 29 mars.—La commission partira pour la Nlle-Orléans et commencera ses travaux lundi prochain. Il ne lui sera fixé aucune limite de temps. Elle entendra les deux législatures et de rendre la question judiciaire. Elle aura autorité à nommer et à promouvoir

HAMPTON ET CHAMBERLAIN.

Seconde lettre du gouverneur Hampton au président Hayes.

Washington, 29.—Le gouverneur Hampton, accompagné de l'avocat-général Conner, a eu aujourd'hui une entrevue avec le président. Il a remis à M. Bailey, député d'un comité de citoyens de Charleston, qui arrivé ici le 27 mars. De Richmond à Washington Hampton, de même que dans la première partie de son voyage, a été l'objet de grandes démonstrations. Il n'y a pas eu de réception publique et les voyageurs ont pu descendre tranquillement à l'hôtel Willard.

Le gouverneur Hampton a adressé la lettre suivante au Président.

Willard Hôtel, 29 mars 1877.

Au Président.

Monsieur,

Accédant à votre invitation, je suis venu ici pour soumettre mes offres aux vôtres dans le but de régler les différentes politiques qui divisent malheureusement le peuple de la Caroline du Sud.

Veuillez croire que mon désir d'amener une pacification permanente de ces différences et les droits et les intérêts de tous les partis est sincère et complet, et aussi encore que, j'en ai la conviction, vous êtes le vôtre pour arriver à ce même résultat.

La situation, existant depuis nombre d'années, concernant les droits politiques des citoyens de couleur et l'engagement solennel que j'ai pris pendant la dernière campagne électorale dans la Caroline du Sud, de faire respecter de la manière la plus absolue, pendant la durée de mon administration, tous les droits de ces citoyens, doivent être une garantie suffisante de ma sincérité à cet égard, point sur lequel on paraît particulièrement inquiet.

J'ai l'honneur de vous demander l'heure à laquelle il vous conviendrait de me recevoir.

Je suis, monsieur, avec le plus profond respect, votre obéissant serviteur,

WADE HAMPTON,
Gouverneur de la Caroline du Sud.

Le Président a répondu immédiatement en réponse au gouverneur Hampton par l'entremise du colonel Rodgers, son secrétaire particulier. Le gouverneur Hampton, accompagné du sénateur Gordon et de l'avocat-général Conner, se rendra auprès du Président à 1 heure.

L'Entrevue.

Le gouverneur Hampton, le sénateur Gordon et l'avocat-général Conner sont en ce moment avec le Président. Ils prendront le lunch avec lui à 2 heures. La conférence paraît devoir être longue. Personne en dehors des noms cités plus haut n'y est admis.

Invitation.

Une délégation de Baltimore vient d'arriver à Washington pour inviter le gouverneur Hampton à visiter cette ville.

Entrevue du gouverneur Hampton avec le Président Hayes.

Washington, 29.—Le gouv. Hampton, accompagné du sénateur Gordon et de l'avocat-général Conner, de la Car. du Sud, a eu cette après-midi avec le Président une entrevue dont l'heure était fixée d'avance.

L'entrevue a eu d'abord un caractère général. On s'est occupé de la question de savoir quelle serait la condition probable de l'Etat dans le cas où les troupes seraient retirées. Les points sur lesquels le gouv. Hampton et ses amis ont insisté sont les suivants :

1. Il y a nécessité d'ranimer au plus vite. L'industrie agricole souffre ; le travail se désorganise, et la saison pour planter est venue. Les planteurs ont besoin d'avances et les facteurs refusent en attendant l'issue actuelle des affaires, et cette incertitude continuera tant qu'il n'y aura pas de gouvernement établi.

2. Les partisans de Chamberlain poussent aux émeutes et à la désaffection et il faut mettre un terme aux dernières pour prévenir des désordres sérieux.

Ces considérations ont été présentées au Président avec faits et détails.

La conversation a roulé ensuite sur les conséquences probables de l'éloignement des troupes et sur la ligne politique que suivrait Hampton en pareil cas.

Assurance a été donnée au Président que tel effort ne serait fait pour s'emparer du capitole par la violence, et qu'on aurait uniquement de moyens légaux.

A part égard le gouv. Hampton a donné au Président toutes les assurances qu'il pouvait désirer pour la protection des personnes de toutes les classes.

En réponse, le Président a dit que son intention était d'exposer de bonne foi tout le programme de son sérieux mangurale, car il était anxieux de rendre la paix et le repos aux parties troublées du pays et il croyait que ses désirs seraient obtenus sous très peu de temps.

Pendant toute cette conférence qui a duré plusieurs heures, il a peu été question du droit au titre du Chamberlain à la place de gouverneur et rien n'a été dit pour ou contre son maintien ; le sujet absorbant ayant été le retrait des troupes et l'abandon des questions légales aux tribunaux de l'Etat.

Hampton et ses amis ont été enchantés de cette entrevue et ils comptent en sortir avec confiance que le pays est bientôt dégagé de ses difficultés politiques et industrielles.

Le gouv. Hampton dîne avec le secrétaire Evarts.

Les deux gouverneurs ont été entendus, mais il n'a pas été pris de décision avant que le Président ait consulté son cabinet. Cette décision a été faite dans l'après-midi, et on s'attend à ce que l'affaire soit terminée avant demain.

Le comité de Charleston a eu une entrevue avec le Président à 5 heures du soir. La conversation a roulé sur l'état présent de l'agriculture et des affaires commerciales. Le comité a insisté sur la nécessité d'une action immédiate dans l'intérêt des Blancs aussi bien que des Noirs.

Le Président a répondu que les nominations de cabinet et les changements du service civil n'avaient commencé de donner plus de soin aux affaires de la Caroline toute l'attention qu'elles méritaient, mais il est certain, a-t-il dit, que ces vues seront sérieusement prises en considération, et qu'une solution satisfaisante sera obtenue.

Les nominations de la Louisiane.

Washington, 29—On a engagé avec instance le Président à ajourner la commission à six membres et Mr Walter Phelps est mentionné comme acceptant aux conservateurs de la Louisiane. Le juge Lawrence de l'Illinois, a été nommé commissaire représentant vues du sénateur David Davis. Mr Ma Pugh n'est pas favorablement pour les nominations.

Le Président a invité le gén. Gibson et le col Levy à se rendre à la Nlle Orléans pour l'aider à faire remarquer son désir de pacification. Le premier objet de la commission sera indubitablement d'assurer la législature que tout le monde accepte et d'annuler tout rouleau.

Il paraît très probable que le collectorat des douanes à la Nlle Orléans soit changé avant l'accomplissement de l'œuvre de pacification. Le Président exprime sa confiance entière dans les nouveaux et le ton de sa conversation avec les hommes du Sud fut très cordial et conciliant.

Il dit qu'il a passé tout d'abord à cette commission pour la Louisiane et qu'ils'y passera exactement notre chose. Il dit que la manière avec laquelle il a entendu les désirs d'hommes politiques de différents partis lui avait donné la conviction que son but était de rétablir la confiance et l'accord et qu'il pouvait compter de l'concours de plusieurs de ces derniers.

L'impression qu'il laisse à ses visiteurs de tous les partis et de toutes les nuances est qu'il a en vue l'établissement de Wade Hampton et de Nicholls comme gouverneur de la Caroline du Sud et de la Louisiane.

Tous les visiteurs emportent cette impression, mais quand on analyse ces conversations, on n'y trouve pas grand'chose.

Les rumeurs qui courent ce soir envoient Chamberlain en Italie.

Dépêche rétrospective.

Washington, 27 février 1877—Dans une entrevue avec le Président ce matin, il m'a dit à propos de la Louisiane qu'après que le compte présidentiel aurait accompli et la révolution officiellement déclarée, il maintiendrait un gén. Augur aux ordres militaires sur le siège que sont rassemblés, manquât l'emploi des troupes pour prévenir la paix publique. Il m'autorise à annoncer cette détermination à M. Eliot, de la délégation de la Louisiane.

Signé : STANLEY MATTHEWS.

Note. Ce qui précède concerne le prédécesseur de Hayes dans cet enlèvement.

Cela nous a été remis par Thos. Stanley Matthews, ex Cagliale, à Washington, membre du premier de la Cour Suprême, le 27 février 1877.

Signé : Wm. M. LEVY.
H. JOHN ELIOT.

Les nominations du président Hayes.

Washington, 3.—Le juge Lawrence a eu cette matinée une entrevue avec le Président au sujet de la nomination de Mr Lawrence à la Nlle Orléans.

Le juge est dans les meilleurs termes avec le président et il a été question de la nomination de Mr Lawrence à la Nlle Orléans. Le Président a répondu que les nominations de cabinet et les changements du service civil n'avaient commencé de donner plus